

Monsieur François Hollande
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 22 janvier 2016

Monsieur le Président de la République,

Les organisations nationales représentatives des institutions privées non lucratives œuvrant dans le champ sanitaire, social et médico-social ont pris connaissance avec la plus grande attention des termes de votre allocution du lundi 18 Janvier, devant le Conseil Economique Social et Environnemental.

Engagées dans des activités au cœur de la cohésion sociale et du pacte républicain, les associations, fondations et mutuelles du champ sanitaire, social et médico-social sont mobilisées dans la bataille pour l'emploi, tout autant dans la préservation que dans la création. En effet, les désavantages fiscaux et sociaux qu'elles subissent au regard des structures publiques hospitalières ou médico-sociales œuvrant dans le même secteur, ou encore vis-à-vis des entreprises de statut commercial puisque les entités non lucratives ne bénéficient pas du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), placent leurs activités et le maintien de leurs emplois dans une réelle précarité.

L'APAJH, la CNAPE, la Croix-Rouge Française, la FEHAP, la FNARS, l'UNAPEI, UNICANCER et l'UNIOPSS ont bien noté que la transformation que vous avez annoncée du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en exonérations de charges sociales serait de nature à diminuer notablement les handicaps de leurs associations, fondations et mutuelles affiliées, en termes de prélèvements obligatoires. Elles sont naturellement disposées à apporter le soutien de milliers d'établissements et services à cette mesure, ainsi qu'à l'ambition politique de lutte contre le chômage qu'elle sert, s'étant déjà fortement mobilisées en direction des emplois d'avenir et du service civique.

Dans ce contexte, nous souhaiterions un rendez-vous pour vous exposer deux préoccupations, concernant le cadrage politique de cette annonce très importante de transformation du CICE.

D'une part, les premières baisses de cotisations sociales du pacte de responsabilité intervenues en 2015 ont été déduites des enveloppes budgétaires et des tarifs destinés aux activités sanitaires et médico-sociales, parfois dans des proportions plus importantes que les baisses de cotisations elles-mêmes. Elles se sont donc traduites paradoxalement par un appauvrissement budgétaire et aussi étonnant qu'il puisse paraître, par des pertes d'emplois. Il

conviendrait donc que ce raisonnement circulaire en « jeu à somme nulle » soit abandonné par les ministères concernés dès l'année 2016, pour les baisses de cotisations du pacte de responsabilité déjà adoptées depuis 2015 et poursuivies en 2016, comme pour la transformation dans deux ans du CICE.

D'autre part, les organisations signataires ont bien noté le délai de deux années que vous avez annoncé pour la transformation du CICE. Mais cette période d'attente pourrait être raccourcie - pour atteindre plus rapidement les résultats concrets que vous attendez sur l'emploi - par la mise en œuvre transitoire du crédit d'impôt pour l'action solidaire (CIAS). Cette mesure fondée sur un crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires, mais construite par ailleurs en symétrie du CICE, avait été adoptée par le Sénat le 23 novembre 2015 dans le cadre des travaux du projet de loi de finances pour 2016, mais elle a été hélas supprimée par l'Assemblée Nationale le 11 décembre, à une très courte majorité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Jean-Louis GARCIA



Président de la Fédération des APAJH

Daniel CADOUX



Président de la CNAPE

Jean-Jacques ELEDJAM



Président de la Croix-Rouge Française

Antoine DUBOUT



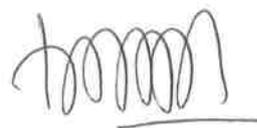
Président de la FEHAP

Louis GALLOIS



Président de la FNARS

Christel PRADO



Président de l'UNAPEI

Patrick VIENS



Président d'UNICANCER

Patrick DOUTRELIGNE



Président de l'UNIOPSS